

# COMMUNE DE PREMIER



# RÈGLEMENT COMMUNAL

**s u r l a g e s t i o n**  
**d e s d é c h e t s**

**Entrée en vigueur le 1er janvier 2009**



# COMMUNE DE PREMIER

## RÈGLEMENT COMMUNAL SUR LA GESTION DES DECHETS

### Table des matières

<b>Chapitre premier</b>	<b>- <u>DISPOSITIONS GENERALES</u></b>
Art. 1	Champ d'application
Art. 2	Définitions
Art. 3	Compétences
<b>Chapitre 2</b>	<b>- <u>GESTION DES DECHETS</u></b>
Art. 4	Tâches de la Commune
Art. 5	Ayants droit
Art. 6	Devoirs des détenteurs de déchets
Art. 7	Récipients et remise des déchets
Art. 8	Déchets exclus
Art. 9	Feux de déchets
Art. 10	Pouvoir de contrôle
<b>Chapitre 3</b>	<b>- <u>FINANCEMENT</u></b>
Art. 11	Principes
Art. 12	Taxes
Art. 13	Echéance
<b>Chapitre 4</b>	<b>- <u>SANCTIONS ET VOIES DE DROIT</u></b>
Art. 14	Exécution par substitution
Art. 15	Décision de taxation
Art. 16	Recours
Art. 17	Sanctions
<b>Chapitre 5</b>	<b>- <u>DISPOSITIONS FINALES</u></b>
Art. 18	Abrogation
Art. 19	Entrée en vigueur

En vertu de la loi cantonale du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune de PREMIER édicte le règlement suivant :

## **Chapitre 1 - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Art. 1 Champ d'application**

Le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune de PREMIER.

Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets. Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

### **Art. 2 Définitions**

On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, provenant par exemple des entreprises industrielles, artisanales ou de services, des commerces ou de l'agriculture.

Sont notamment réputés déchets urbains:

- a) Les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés.
- b) Les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions ou de leur poids.
- c) Les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le papier, les déchets compostables, les textiles et les métaux.

Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuse de l'environnement.

Les boues d'épuration sont les boues traitées ou non, provenant de l'épuration des eaux communales.

### **Art. 3 Compétences**

La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.

Elle édicte à cet effet une directive, que chaque usager du service est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants et des déchets valorisables.

La Municipalité peut déléguer en totalité ou en partie l'accomplissement de ses tâches à des organismes indépendants (corporations, établissements publics ou privés).

Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets. Dans la région, la coordination est assurée par VALORSA SA.

## **Chapitre 2 - GESTION DES DECHETS**

### **Art. 4 Tâches de la Commune**

La Commune organise la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable des déchets de la voirie communale, ainsi que de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.

Elle ne gère pas directement l'élimination des boues d'épuration qui est gérée par l'Association Intercommunale du Vallon du Nozon (AIVN), exploitant la STEP sise à CROY.

Elle veille à l'efficacité de l'organisation, à la protection de l'environnement, à l'économie de l'énergie et à la récupération des matières premières.

Elle prend toutes les dispositions utiles pour réduire les quantités de déchets produits sur son territoire.

Elle organise la collecte séparée des déchets valorisables.

Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques, dans les jardins ou dans les quartiers. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient compostés dans les règles de l'art.

Elle informe la population sur les mesures qu'elle met en place.

### **Art. 5 Ayants droit**

Les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population et des entreprises qui résident dans la Commune.

Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.

### **Art. 6 Devoirs des détenteurs de déchets**

Les détenteurs déposent les ordures ménagères et les déchets encombrants dans les postes de collecte prévus à cet effet, selon la directive communale. Il en va de même pour les déchets urbains valorisables.

Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.

Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et cantonales en vigueur.

Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent. Les petites quantités de déchets spéciaux ménagers non repris par les points de vente sont remises aux postes de collecte précisés par la directive communale.

Les autres déchets sont éliminés par leurs détenteurs, à leurs propres frais. Ils ne peuvent pas être déposés dans les postes de collecte publics, à moins d'une autorisation expresse de la Municipalité.

Les entreprises peuvent être tenues d'éliminer elles-mêmes les quantités importantes de déchets valorisables et, avec leur accord, les autres déchets urbains qu'elles détiennent.

Il est interdit de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale, et d'introduire des déchets, mêmes broyés, dans les canalisations.

### **Art. 7 Récipients et remise des déchets**

Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.

### **Art. 8 Déchets exclus**

Les déchets suivants sont exclus des ordures ménagères et de déchets encombrants:

- les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers;
- les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales et végétales;
- les véhicules hors d'usage et leurs composants, pneus notamment;
- les déchets de chantier, la terre, les pierres et la boue;

- les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs;
  - les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives;
  - les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles;
  - les autres déchets valorisables tels que le papier, le verre, les textiles et les métaux.
- La directive communale précise le mode d'élimination de ces déchets.

### **Art. 9 Feux de déchets**

Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal.

### **Art. 10 Pouvoir de contrôle**

Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou que d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

## **Chapitre 3 - FINANCEMENT**

### **Art. 11 Principes**

Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.

La Commune perçoit des taxes pour couvrir les frais de gestion des déchets dont elle a la charge.

La Municipalité réévalue chaque année le montant des taxes en fonction des charges budgétisées. Les excédents et les déficits des années précédentes sont pris en compte. Elle communique les éléments sur lesquels elle se base pour déterminer le montant et les modalités des taxes.

### **Art. 12 Taxes**

Les taxes maximales sont fixées à :

150.- francs par an (TVA comprise) par habitant.

Jusqu'à concurrence du maximum précité, la Municipalité adapte le montant de la taxe aux coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale.

La situation familiale au 1er janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.

En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée pro rata temporis.

Les résidences secondaires sont taxées selon le même principe que les résidents à l'année, jusqu'à concurrence de 2 habitants au maximum.

Les petites entreprises, y compris les restaurants, qui ont recours au service communal pour l'élimination de leurs déchets urbains, une taxe est perçue selon une estimation des quantités de déchets générés. Les quantités sont déterminées selon les indications fournies par les usagers sur la base d'un questionnaire envoyé chaque année par la Commune.

En l'absence d'indications, en cas de contestation ou d'écart manifeste avec la réalité qu'enseigne la pratique dans ce domaine, le service communal compétent pourra déterminer la production de l'entreprise concernée, soit en effectuant des pesages ponctuels, soit en se basant sur des données statistiques de production de déchets.

### **Art. 13 Echéance**

Les taxes doivent être payées dans les 30 jours dès leur échéance.

Un intérêt moratoire de 5% l'an est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

## **Chapitre 4 - SANCTIONS ET VOIES DE DROIT**

### **Art. 14 Exécution par substitution**

Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du responsable, après mise en demeure.

La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies et délais de recours.

### **Art. 15 Décision de taxation**

La taxation fait l'objet d'une décision.

La décision de la Municipalité relative à la taxation peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission communale de recours dans les 30 jours dès la notification de la décision attaquée. Le recours s'exerce par acte écrit et motivé.

La décision de la commission communale peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

La décision de taxation définitive a force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

### **Art. 16 Recours**

Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans les 20 jours dès la notification de la décision attaquée.

### **Art. 17 Sanctions**

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les sentences municipales s'appliquent.

Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

## **Chapitre 5 - DISPOSITIONS FINALES**

### **Art. 18 Abrogation**

Le présent règlement remplace celui du 30 octobre 1991.

### **Art. 19 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le département compétent, mais au plus tôt le 1er janvier 2009.

Adopté par la Municipalité dans  
sa séance du: 16 juin 2008

Adopté par le Conseil général dans  
sa séance du: 26 juin 2008

**Au nom de la Municipalité**

**Au nom du Conseil général**

Le Syndic:

La Secrétaire:

Le Président:

La Secrétaire:

  


J. Brete





J. F. F. F. F.

Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement.

Lausanne, le: 27 OCT. 2008

**La Cheffe du département:**





# Commune de PREMIER

## Directive communale d'application du règlement de gestion des déchets

- Aucune tournée de ramassage n'est organisée par la commune.
- Les ordures ménagères doivent être déposées dans les containers prévus à cet effet par la Municipalité, au village ou à la déchetterie intercommunale.
- La déchetterie intercommunale est ouverte:

le mardi	de 18h30 à 19h30 et
le samedi	de 10h00 à 12h00.
- **Les déchets qui y sont admis sont les suivants:**
  - Les ordures ménagères.
  - Les objets encombrants.
  - Le verre.
  - Le PET.
  - Les déchets de bois.
  - Le papier usagé.
  - Les métaux (ferraille, aluminium, etc.)
  - Les appareils électriques et électroniques (" appareils OREA ", = téléviseurs, radios, ordinateurs et autres appareils de bureau, appareils électroménagers, réfrigérateurs, congélateurs, etc.)
  - Les déchets végétaux à composter.
  - Les matériaux inertes, la terre et les pierres.
  - Les déchets spéciaux (piles, tubes fluorescents, produits chimiques, huile, peinture, etc.)
- **Les déchets suivants ne sont pas pris en charge:**
  - Les véhicules hors d'usage et leurs composants. Ils doivent être menés chez les entreprises prévues à cet effet.
  - Les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs. Ils doivent être menés chez VALORSA SA.
  - Les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives.
- **Taxes :**
  - Les taxes perçues pour l'élimination des déchets sont calculées chaque année afin de couvrir le 70 % des coûts effectifs.
  - Les taxes maximales sont fixées à :
    - 150.- francs par an (TVA comprise) par habitant.
    - Les résidences secondaires sont taxées selon le même principe que les résidents à l'année, jusqu'à concurrence de 2 habitants au maximum.
  - La situation familiale au 1er janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.
  - En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée pro rata temporis.
  - Pour les petites entreprises, y compris les restaurants, qui ont recours au service communal pour l'élimination de leurs déchets urbains, une taxe est perçue selon une estimation des quantités de déchets générés. Les quantités sont déterminées selon les indications fournies par les usagers sur la base d'un questionnaire envoyé chaque année par la Commune.
  - En l'absence d'indications, en cas de contestation ou d'écart manifeste avec la réalité qu'enseigne la pratique dans ce domaine, le service communal compétent pourra déterminer la production de l'entreprise concernée, soit en effectuant des pesages ponctuels, soit en se basant sur des données statistiques de production de déchets.
  - La présente directive entrera en vigueur à la même date que le règlement, soit dès l'acceptation de celui-ci par le Département de la sécurité et de l'environnement, mais au plus tôt le 1er janvier 2009.





